

**Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes :  
La double peine pour les femmes migrantes**

Depuis 2014, la proportion de femmes dans les flux de migrant.e.s essayant de rejoindre l'Europe n'a cessé d'augmenter. En 2015, les femmes représentaient environ un sixième des personnes traversant la Méditerranée sur des embarcations de fortune et un tiers de celles arrivant en Europe par voie terrestre.

En ce 25 novembre, le Planning Familial alerte sur les dangers spécifiques qu'encourent ces femmes qui, confrontées à la guerre et aux violations des droits humains dans leur pays, continuent à subir des risques pendant tout leur parcours migratoire. Selon un [rapport](#) publié par le HCR, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et la Women's Refugee Commission, les femmes, notamment celles qui voyagent seules, sont exposées à un risque élevé de subir certaines formes de violence, y compris des violences sexuelles, de la part de passeurs, de groupes criminels ou d'individus isolés. Des actes de violence sexuelle commis par des agents de sécurité dans des centres d'accueil pour réfugiés ou des centres de transit ont aussi été signalés par [Amnesty](#) y compris sur le sol européen. Par ailleurs, la précarité résidentielle, que la quasi-totalité des femmes migrantes vivent pendant les premiers mois de résidence dans le pays d'accueil, peut également être un terrain propice pour des relations sexuelles forcées, aussi qualifiés de viols. Le Planning Familial dénonce l'invisibilisation de ces violences et les non-dits qui les entourent. On ne connaît que trop bien ce climat d'omerta qui culpabilise les femmes et les conduit à gérer dans l'isolement les conséquences de ces violences, y compris en termes de santé sexuelle. Ainsi, l'accès à la contraception d'urgence et à l'IVG, les risques de contamination par le VIH et les IST, notamment en cas de viol, peut s'avérer extrêmement problématique pour des femmes qui vivent dans la rue ou dans des camps de fortune.

Organisation féministe d'éducation populaire, prônant une approche globale de la sexualité, le Planning Familial propose dans ses associations départementales un accueil inconditionnel, une écoute attentive et des réponses adaptées pour toutes les femmes. Il développe et défend l'éducation sexuelle globale comme véritable moyen de prévention. Car il n'y a pas de fatalité à ces violences, il y a des causes, et notamment le sexisme et le patriarcat qui construit les inégalités entre les femmes et les hommes et qu'il faut combattre dès le plus jeune âge.

**En ce 25 novembre, journée de lutte internationale contre les violences faites aux femmes, le Planning Familial demande que soit reconnues les situations spécifiques vécues par les femmes migrantes. Pouvoir vivre une vie affective et sexuelle à l'abri des violences est un droit fondamental pour toutes les femmes. Indépendamment de leur statut administratif, leur origine ou leur situation matérielle.**

**Contacts presse :** Danielle Lanssade, Membre du Bureau national du Planning Familial # 06 83 31 09 64  
Veronica Nosedà, Coordinatrice nationale du Planning Familial # 01 48 07 81 00